

XIX. *Voorstel tot wijziging van het Reglement van orde.* (Beraadslaging over het voorstel.)25<sup>ste</sup> ZITTING.

ZITTING VAN VRIJDAG 18 FEBRUARIJ 1820. (1)

(GEOPEND TEN 12 URE.)

Ingekomen nieuwe redactie betreffende de tienjarige begrooting van uitgaven en middelen beginnende met 1820; — Behandeling van het voorstel van den heer van Lijnden van Hoevelaken, aangaande de aanvulling van het Reglement van Orde; — Verslag uitgebragt op een verzoekschrift.

Voorzitter, de heer **van Markel Bouwer**.

Tegenwoordig, met den Voorzitter, 75 leden, te weten, de heeren:

d'Omalius Thierry, van Crombrughe, de Jonge, van Heyden Reynestein, de Moreau de Bioul, Liefmans, Gendebien, Kemper, van Alphen, van Bommel, Metelerkamp, Hennequin, du Bus, Trentesaux, Collard, Goelens, Fabry Longrée, Faber, van Boetzelaer, Huytens Kerremans, van Aefferden, Reyphins, van Heerdt tot Eversberg, van der Kemp, Voet van Winssen, van Utenhove van Heemstede, de Leonaerds d'Achel, Geelhand della Faille, Bijleveld, van de Male de Nijs, van Hees, Pestors van Cattenbroek, Troije, Duvelaer van de Spiegel, Mesdach, de Langhe, Tack, Cuypers, van Lith de Jeude, van Randwijck van Rossem, van Wassenaer Pancras, Duchastel, van Meeuwen, Dotrengé, van Wickevoort Crommelin, Huyssen van Kattendyke, van Suchtelen tot de Haere, van Iddekinge, van Lochteren Stakebrand, Collot d'Escury van Heinenoord, van Kessel, Maréchal, Tinant, van den Hove, Geradon, de Melotte d'Envoz, van der Brugghen van Croy, Dedel, de Serret, de Stockhem, A. G. Verheijen, van Lijnden van Hoevelaken, della Faille d'Huyse, Rosier, Fontein Verschuier, Surmont de Volsberghe, Serruys, de Hemricourt de Ramioul, van de Poll, Dumont, van Spaen van Biljoen, Jarges, van Hogendorp, Clifford en van Heeckeren tot Kell.

De notulen van het verhandelde in de vorige vergadering worden gelezen en goedgekeurd.

(1) Dit verslag is opgemaakt uit: 1°. de *Officiële Notulen* van het gebeurde op dezen dag; 2°. *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 43; 3°. *Journal Général des Pays-Bas* n°. 509; 4°. *Nieuwe Gazette van Noord-Brabant* n°. 944; 5°. *Antwerpsche Gazette* n°. 23; 6°. *l'Oracle* n°. 52; 7°. *Journal de Gand* n°. 53.

De **Voorzitter** berigt, dat is ingekomen eene Koninklijke boodschap dd. 18 Februarij, begeleidende twee nieuwe ontwerpen van wet, strekkende tot vaststelling van:

A. de eerste afdeeling der begrooting van uitgaven, aanvang nemende met 1820; en

B. idem van de middelen tot voorziening in de uitgaven in de eerste afdeeling begrepen.

De inhoud der Koninklijke boodschap wordt aan de Vergadering medegedeeld, en voorts besloten de vermelde stukken te doen drukken en ronddeelen, (1) en verzenden naar de Afdeelingen.

Aan de orde is de beraadslaging over het VOORSTEL VAN DEN HEER **VAN LIJNDEN VAN HOEVELAKEN**, BETREFFENDE EENE AANVULLING VAN HET REGLEMENT VAN ORDE.

De beraadslagingen over dit onderwerp worden geopend. (2)

**M. van Lijnden van Hoevelaken** porte le premier la parole, pour développer ultérieurement sa proposition et répondre aux observations faites dans les Sections. (3)

**M. Reyphins**: (4) La proposition soumise à notre délibération se rattache au Règlement d'ordre de la Chambre, et c'est sous ce rapport que j'ai cru nécessaire de la considérer pour donner à la discussion le caractère qui lui convient. J'ai applaudi sincèrement à l'idée qu'a manifestée l'honorable collègue, auteur de la proposition, de fixer l'attention de la Chambre sur ce point, quoique l'examen de la loi provisoire de finances ne dût pas, selon moi, en faire naître l'occasion. La Section Centrale, dans cette circonstance, n'a pas présenté au Gouvernement une observation comme celle de la majorité de la Chambre, et qui a amené, pour l'un des articles de cette loi, une addition devenue nécessaire; mais comme une réflexion éminemment juste et dont l'utilité avait été saisie sans aucune hésitation. Adoptée comme telle par le Gouvernement et communiquée à la Chambre, aucune réclamation ne s'est élevée du chef de son irrégularité, et j'ose affirmer que la Section Centrale n'en avait commis aucune. Je me suis abstenu de faire d'abord cette observation, crainte de détourner l'honorable collègue de faire, à cette occasion, la proposition qu'il nous annonçait, que je prévoyais devoir être utile, quel que fût le rapport qu'elle devait avoir avec le Règlement d'ordre.

A chacune de nos sessions, un grand nombre de membres de l'Assemblée ont manifesté le désir de soumettre notre Règlement à une révision considérée comme nécessaire, à cause de l'insuffisance qu'on a remarquée dans une partie de ses dispositions; cette insuffisance ne peut d'ailleurs paraître étonnante, quand on considère que beaucoup de dispositions réglementaires, pour être portées à la maturité désirable, doivent être le fruit de l'expérience, tandis que notre Règlement a été, pour ainsi dire, improvisé à la session extraordinaire de quelques jours seulement après l'inauguration à Bruxelles. Si, depuis cette époque, la Chambre n'avait pas été renouvelée par les élections successives des nouveaux tiers, je ne me permettrais pas de rappeler ces circonstances, trop connues aux membres qui la composaient alors, et qui doivent se souvenir, qu'à la session de 1816 une Commission a été nommée pour présenter des articles additionnels, qui ont été écartés par la question préalable, si la nécessité était reconnue de faire des changements ou des additions au Règlement d'ordre. Depuis lors l'expérience a pu nous convaincre, et la proposition même que nous discutons est une preuve qu'il était

(1) Zie *Bijlagen* onder n°. XX; voorts, voor de wets-ontwerpen alleen, de *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 43; *Journal Général des Pays-Bas* n°. 518, 521; *Amsterdamsche Courant* n°. 44; 's *Gravenhaagsche Courant* n°. 22, enz.

(2) Het schijnt dat de beraadslaging over dat onderwerp in het Fransch is gehouden. De *Nederlandsche Staats-Courant* heeft van de voorgedragen redevoeringen niets medegedeeld.

(3) Van deze redevoering wordt niets meer dan het boven vermelde opgegeven, in *l'Oracle* n°. 52, en *Antwerpsche Gazette* n°. 23.

(4) Deze rede is in haar geheel medegedeeld in *l'Oracle* n°. 54, en *Mercur d'Anvers* n°. 56.

XIX. *Voorstel tot wijziging van het Reglement van orde.* (Beraadslaging over het voorstel.)

à désirer que le Réglement fût discuté et adopté avec plus de lenteur, plus de réflexion. Aujourd'hui, nous avons acquis une expérience plus étendue, et personne de nous sans doute ne disconvient de la nécessité de prévenir à jamais le retour de cette fâcheuse nullité, dont l'Assemblée a été frappée pendant près d'un mois, au milieu de ses travaux les plus importants. C'est le Réglement d'ordre qui doit nous donner ce remède, et en établissant en principe qu'aucun membre, pendant la session, ne peut s'absenter sans congé de l'Assemblée, on réfléchira si, pour le maintien de ce principe, il convient d'établir des règles qui ne blessent ni la dignité de la Chambre ni la délicatesse des membres qui la composent, ou s'il suffit de l'abandonner à l'honneur et au sentiment des devoirs qui les animent tous. Pour moi, j'aime à me persuader qu'il suffira que la règle soit adoptée par la Chambre, pour qu'elle ne soit jamais violée par aucun de ses membres.

En prenant la liberté de présenter ces observations, je me suis flatté, Nobles et Puissants Seigneurs, que je me conformais aux vœux exprimés par plusieurs Sections pour une révision du Réglement, et qu'elles pouvaient servir à fortifier l'opinion manifestée à cet égard depuis longtemps.

Maintenant, je ne puis me dispenser d'émettre franchement mon opinion sur la proposition qui nous occupe. Tout ce qui tend à améliorer l'ordre et le résultat de nos délibérations, sans doute doit être accueilli avec la plus grande faveur. Personne de nous n'ignore à combien d'inconvénients nous a exposés l'opinion que nous ne pouvons voter par amendement. J'ignore à quelle source elle a été puisée. Elle a donné son impulsion, et nous marchons comme si elle était juste, comme si elle était fondée. Mais si l'on veut considérer que l'initiative des lois, que nous accorde la Loi fondamentale, entraîne nécessairement avec elle la faculté de proposer des amendements, on se convaincra que ces amendements entrent dans les votes que nous sommes appelés à émettre. Mais, comme à leur tour ils ont besoin de la même régularité qu'une autre proposition de loi, qui consiste surtout dans l'examen préalable en Section, j'arrive naturellement, d'après la série de mes idées, à l'examen spécial de la proposition de notre honorable collègue.

La Loi fondamentale, art. 107, s'est bornée à établir la nécessité d'examiner les propositions de loi en Sections, avant que la Chambre n'y délibère en Assemblée générale. Cet examen aurait probablement acquis une bien plus grande utilité, si les Sections avaient pu se communiquer leurs observations respectives, et on aurait remarqué en général une moindre divergence dans les opinions. Le principe de cette communication est établi par la proposition que nous discutons, et sous ce rapport son utilité me paraît évidente. Mais je me fais une autre question, et je demande si la Section Centrale peut être constituée juge de l'importance d'un amendement proposé. Comme mon vote dépend de la solution de cette difficulté, je vais avoir l'honneur de proposer mes observations et mes doutes. La Chambre, d'après l'art. 109 de la Loi fondamentale, doit délibérer sur le projet qui lui est soumis, après avoir entendu le rapport général qui lui est fait de l'opinion de ses Sections. Comme cette opinion, à rapporter à la Chambre, n'a pu, sans de graves inconvénients, être présentée que dans un ensemble capable de fixer l'attention, il a fallu former le rapport général dans un centre commun, où toutes les opinions des Sections particulières vinssent se réunir; et c'est dans ce sens et d'après l'esprit de la Constitution, que le Réglement a établi que chaque Section ferait connaître son opinion par un rapporteur, qu'elle a choisi à cet effet, après qu'il l'aurait présidée, pour recueillir l'opinion particulière de sa Section. Ainsi, la Section Centrale doit se composer, et se compose en effet, des sept rapporteurs des Sections particulières, et l'on sent, par la marche des affaires qui y parviennent, que ses attributions se bornent nécessairement à former ce rapport général, dont parle l'art. 109 de la Loi fondamentale; elle ne peut, sous aucun autre rapport, se constituer en assemblée délibérante pour juger de la valeur d'une opinion émise par une Section particulière. Cette vérité est surtout sensible dans la proposition que M. van Lijnden van Hoevelaken a eu pour but. Quand une Section propose d'une manière formelle un amendement à un projet de loi, elle n'ignore pas que cet amendement ne peut être mis en délibération sans avoir été examiné en Section, et quand même elle n'aurait pas demandé, en termes exprès, qu'il fût envoyé à toutes les Sections, elle est censée vouloir le soumettre aux formes requises pour les délibérations, et aucune autorité ne peut empêcher ou entraver cet envoi, pas plus que s'il s'agissait d'une proposition faite par un ou plusieurs membres, aux termes de l'art. 114 de la Loi fondamentale. Ainsi, comme la Section Centrale ne peut pas être juge de l'importance d'une proposition de loi faite par un des membres de l'Assemblée, elle

doit de même s'abstenir de juger de l'importance d'un amendement proposé par une Section, surtout lorsque celle-ci demande expressément l'examen de toutes les autres. On a opposé à cette marche bien simple, et conforme aux principes desquels il ne nous est pas permis de dévier, qu'elle entraînerait des longueurs dans nos délibérations; mais il est aisé de se convaincre du contraire. Un amendement proposé de la manière que nous venons d'exposer, passe au creuset de l'examen en même temps que le projet de loi auquel il se réfère; tous les deux marchent de front; tandis que si l'on n'admet pas la marche tracée, un ou plusieurs membres de la Section, dont l'opinion n'aurait pas été jugée assez importante pour être envoyée aux autres Sections, se déterminent sans doute à en faire l'objet d'une proposition particulière, et il faudrait bien alors la soumettre à toutes les formes prescrites par la Constitution et le Réglement d'ordre, en s'exposant aux lenteurs qui en sont inséparables. D'un autre côté, il est dans la nature des choses qu'un amendement, proposé avec cette précision et avec cette demande expresse d'envoi aux Sections, soit extrêmement rare. On s'attachera de préférence à la marche suivie jusqu'à ce moment, que l'expérience a prouvée très-susceptible d'attendre le but désiré, lorsque des observations faites dans les Sections acquièrent le caractère de force et de vérité, auquel on ne résiste pas si l'on veut prendre pour guides la bonne foi et l'amour du bien. Ainsi, tout en applaudissant à la disposition principale de la proposition et à la bonne intention qui l'a dictée, je ne puis me déterminer à donner à la Section Centrale une attribution qu'elle ne peut avoir sans blesser la Loi fondamentale. Si mon opinion est erronée, j'attendrai avec confiance l'explication d'après laquelle j'émettrai mon vote sur la proposition qui fait la matière de la délibération.

A ces observations, j'ajouterai la réponse aux réflexions que vient de faire l'honorable proposant à l'appui de son projet et tirées de l'art. 5 du Réglement. Tout le contenu de cet article ne tend qu'à fixer les règles à suivre dans la formation du rapport général, d'après lequel la Chambre doit délibérer en assemblée générale. Mais, loin que ces réflexions puissent affaiblir les raisons, que j'ai alléguées pour faire connaître les véritables attributions de la Section Centrale, elles les confirment au contraire en établissant qu'au-delà du rapport général, cette Section ne peut être chargée d'une délibération que ne lui attribue point la Loi fondamentale, seul guide que nous ayons à suivre dans le cours de nos travaux en Section et dans nos débats publics. Mon opinion en acquiert un nouvel appui, et mon vote en est plus déterminé.

**M. van Crombrugghe:** (1) J'ose réclamer pour quelques instants votre attention pour expliquer les motifs qui détermineront mon vote sur la proposition soumise en ce moment à la discussion.

Je commence par examiner le but que désire atteindre l'honorable auteur de la proposition.

Ce but est exprimé littéralement dans la proposition même de la manière suivante: *afin de prévenir qu'on ne puisse jamais soumettre au Roi, comme vœu de la Chambre, une opinion qui ne serait pas celle de la majorité.*

Si ce danger existe réellement; s'il est possible, dans l'ordre actuel de nos délibérations, qu'on puisse jamais soumettre au Roi comme vœu de la Chambre une opinion qui ne serait pas celle de la majorité, si nos institutions prêtent à une pareille tromperie, nous devons nous hâter de la réformer et de faire cesser un abus qui compromettrait la dignité Royale et celle de la Chambre elle-même, et détruirait les rapports de bonne foi et de confiance qui doivent exister entre le Monarque et la représentation nationale.

Mais il est permis de douter que cet abus soit possible. En effet, Nobles et Puissants Seigneurs, par qui le Roi pourrait-il être induit à prendre pour vœu de la Chambre une opinion qui ne serait pas celle de la majorité? Serait-ce par la Section Centrale? C'est à ces deux suppositions, je pense, qu'il faut s'arrêter, car jusqu'à présent, nous n'avons pas vu s'établir des conférences entre un Ministre et nos Sections particulières.

Eh bien, Messieurs, croyez-vous qu'un membre isolé de la Chambre ait la présomption de donner son opinion comme celle de la majorité? Ou croyez-vous que, si le cas arrivait, aucun membre du Roi soit assez léger pour se laisser prendre à un pareil piège, et que, croyant sur parole de membre de cette Assemblée, il prenne sur lui de conseiller au Roi d'apporter un changement notable à un

(1) Le *Journal Général des Pays-Bas* alleen heeft deze rede in haar geheel in n°. 511 teruggegeven.



XIX. *Voorstel tot wijziging van het Reglement van orde.* (Beraadslaging over het voorstel)

projet de loi par le seul motif qu'un membre de la Chambre affirmerait que ce changement est désiré par la majorité?

J'ai vu arriver, en effet, que depuis l'opinion d'un seul membre, une disposition d'un projet de loi à été changée, mais ce député n'avait pas donné son opinion comme celle de la majorité; au contraire, il désespérait de la faire triompher à la Chambre, et si la loi fut changée, il faut croire que ce ne fut que parce que le Roi avait jugé que le changement était un véritable amendement qui rendait la loi meilleure.

Ce député avait usé du droit qu'ont tous les citoyens, mais plus spécialement les membres des Etats-Généraux, de faire des observations sur un projet de loi; le Roi avait usé de sa prérogative en changeant son projet, et vous n'avez aucun moyen d'empêcher que la même chose n'arrive encore; la Section Centrale ne peut pas non plus faire passer une opinion particulière comme celle de la majorité.

La Section Centrale n'est instituée que pour recueillir les opinions émises dans les Sections particulières et en faire rapport à la Chambre.

Nous savons tous, et le Gouvernement sait comme nous, que la Section Centrale ne représente pas la Chambre, et que s'il est utile qu'elle corresponde avec les Ministres pour expliquer les observations des Sections et entendre les solutions ou les éclaircissements donnés par eux, ces conférences ne peuvent pas donner lieu à prendre une opinion quelconque, émise dans cette Section, fût-elle même partagée par tous les membres qui la composent, pour un vœu de la majorité de la Chambre.

On sait bien que les présidents des Sections ne peuvent pas prendre des engagements pour leurs collègues; mais comme, dans l'exemple que je viens de citer, nous ne pouvons pas empêcher que l'opinion émise par la minorité d'une Section, ou même seulement émise dans la Section Centrale, ne soit adoptée par le Gouvernement, non pas parce qu'il la croit conforme au vœu de la majorité de la Chambre, mais parce qu'il la croit propre à améliorer le projet de loi.

Cela tient à la liberté dont tous les membres doivent jouir de manifester leur opinion et au droit qu'a le Roi de changer un projet de loi soumis de sa part à la délibération des Etats-Généraux. La Chambre conserve aussi son droit d'adopter ou de rejeter le projet tel qu'il se trouve soumis à sa délibération.

Je pense donc que le danger prévu par notre honorable collègue van Lijnden van Hoevelaken, qu'on ne parvienne à présenter au Roi, comme vœu de la Chambre, une opinion qui ne serait celle de la majorité, n'existe réellement pas; et que, s'il arrive qu'un projet soit changé d'après l'observation d'un seul membre de la Chambre, nous n'avons aucun moyen de l'empêcher sans porter atteinte à la liberté des opinions ou à la prérogative Royale. Encore une fois, nous restons les maîtres de rejeter le projet, si les changements nous y déterminent; mais j'irai plus loin, et je tâcherai de démontrer que le remède, que M. van Lijnden van Hoevelaken veut apporter au mal qu'il redoute, serait pire que le mal même.

A cet effet, il faut nous rappeler la marche que nous suivons dans nos délibérations.

La Loi fondamentale veut que la Seconde Chambre, avant de délibérer en Assemblée Générale sur une proposition par le Roi ou par un membre de la Chambre même, examine ces propositions dans les Sections dans lesquelles tous les membres doivent être partagés.

La Loi fondamentale veut encore, qu'il soit fait à la Seconde Chambre un rapport général de l'opinion de ses Sections, mais la loi ne dit pas par qui ce rapport doit être rédigé.

L'art. 5 de notre Réglement d'ordre y a pourvu, en statuant que cette opération restait confiée à une Section Centrale, composée des rapporteurs des Sections particulières, présidée par le président de la Chambre et assistée du greffier.

Les avis des Sections particulières, ajoute l'art. cité, y sont pris en considération, et il est fait du tout un rapport général.

Ni la Loi fondamentale, ni le Réglement d'ordre, n'ont établi les communications officielles entre la Section Centrale et les membres.

Cependant ces communications consacrées par l'usage, peuvent avoir des résultats utiles; le Gouvernement peut puiser dans les procès-verbaux des Sections et dans les développements donnés de vive voix au contenu de ces procès-verbaux, des renseignements précieux, des observations lumineuses. Il peut en profiter aussi pour corriger les projets de loi, ou pour réfuter des objections mal fondées, faciliter ainsi la discussion en assemblée générale, et mettre la Chambre à même de prononcer en plus grande connaissance de cause.

Voyons si la marche proposée par M. van Lijnden van Hoevelaken

est plus propre à conduire à ce résultat que celle que nous suivons actuellement.

L'honorable membre veut, par le § 1 de sa proposition, que tout amendement proposé par une Section soit pris en considération par la Section Centrale.

Mais l'art. 5 du Réglement actuel l'a déjà prescrit ainsi en d'autres termes. Les avis des Sections particulières y sont pris en considération, dit cet article, et une proposition d'amendement à une loi est sans contredit un avis.

Mais M. van Lijnden van Hoevelaken va plus loin; il veut dans son 2<sup>e</sup> paragraphe que la Section Centrale soit investie du pouvoir, de juger si une proposition d'amendement est assez importante pour être mise sous les yeux du Roi.

Cette disposition me paraît inconstitutionnelle, inconvenante et dangereuse, ou du moins sans aucune utilité.

Elle est inconstitutionnelle, en ce qu'elle tend à créer dans la Chambre une autorité séparée que la Constitution n'a point établie. L'art. 109 de la Loi fondamentale, en prescrivant qu'il soit fait un rapport général à la Chambre des opinions de ses Sections, autorise la création de la Section Centrale. J'admets même que dans le rapport, qu'elle fait à l'Assemblée, il est permis à cette Section d'apprécier les opinions particulières des Sections. C'est un droit que tous les membres peuvent exercer les uns sur les autres.

Mais, ni l'art. 109, ni aucun article de la Loi fondamentale ne donnent à la Section Centrale le droit de décider souverainement que l'opinion d'une Section ne mérite pas d'être mise sous les yeux du Roi.

Ce serait donc ajouter à la Loi fondamentale, que de conférer à la Section Centrale un pouvoir aussi exorbitant.

La disposition est inconvenante, parce qu'il pourrait arriver qu'une simple majorité de la Section Centrale composée de cinq membres jugerait que l'opinion unanime d'une Section particulière composée de seize membres, ne mérite pas de fixer les regards du Roi.

La disposition est dangereuse, car l'amour-propre, irrité par la censure juste ou injuste de cinq collègues, ne cédera pas facilement à une faible minorité; elle sera au moins inutile la disposition, car vous ne pourrez pas empêcher la Section dont l'opinion aura été condamnée d'en démontrer les avantages dans un mémoire adressé au Roi ou aux membres, et vous ne pourrez pas empêcher davantage que le Roi ne trouve cette opinion préférable à celle des cinq membres de la Section Centrale, et n'use de sa prérogative pour changer le projet dans la confiance, que ce qui est réellement juste et bon réussit toujours auprès de la majorité d'une assemblée éclairée.

J'ai raisonné jusqu'ici dans la supposition du rejet d'un amendement par la majorité de la Section Centrale. Je passe à l'hypothèse que l'amendement est assez important pour être soumis à S. M. Dans ce cas, dit le 2<sup>e</sup> paragraphe de la proposition, la Section Centrale renvoie l'amendement aux Sections, en y joignant les considérations; et, d'après le 3<sup>e</sup> paragraphe, si la majorité des membres présents dans les Sections y donne son assentiment, la Section Centrale est autorisée à porter l'amendement à la connaissance du Roi.

C'est cette dernière disposition qui, selon moi, aggraverait le mal que M. van Lijnden van Hoevelaken redoute. En effet, l'honorable membre craint qu'on ne présente au Roi, comme vœu de la Chambre, une opinion qui ne serait pas celle de la majorité.

Il veut donc, avant de mettre un amendement proposé sous les yeux de S. M., s'assurer que la proposition a en sa faveur l'assentiment de la majorité de la Chambre; mais le moyen qu'il indique à cet effet n'atteindrait pas ce but, car la majorité des membres présents dans les Sections n'est pas la majorité de la Chambre; c'est néanmoins de la première majorité que l'honorable auteur de la proposition se contente, sans faire attention que la majorité de la Chambre peut ne pas partager l'opinion de la majorité des membres présents dans les Sections, et ne pas adopter le projet de loi précisément pour le changement sollicité par la Section Centrale.

C'est sous ce rapport que je considère la proposition de M. van Lijnden van Hoevelaken, comme plus propre à aggraver le mal qu'il redoute qu'à y porter remède, puisqu'il pourra arriver dans son système que la Section Centrale aura demandé officiellement ces changements dans un projet de loi, et que ce changement motivera le rejet.

L'inconvénient attaché au système de M. van Lijnden van Hoevelaken subsistera même dans la supposition que cinquante-six membres de la Chambre se seraient prononcés dans les Sections pour l'amendement.

Car, ne perdons pas de vue, que tout ce qui se fait dans les

XIX. *Voorstel tot wijziging van het Reglement van orde.* (Beraadslaging over het voorstel.)

Sections se borne à émettre des opinions qui ne nous lient point. Combien de fois n'avons-nous pas vu des membres, qui dans les Sections s'étaient prononcés fortement pour ou contre un projet de loi, voter à l'Assemblée Générale dans un sens contraire à leur première opinion.

C'est ici seulement que, en Assemblée Générale, nous émettons l'opinion, ou plutôt le vote, qui doit compter pour la majorité en faveur ou contre une proposition. Si donc on veut qu'un amendement soit voté par la majorité de la Chambre avant qu'il soit mis sous les yeux du Roi, si on veut préalablement connaître le vœu de la majorité, c'est en Assemblée Générale et non pas dans les Sections qu'il faut consulter la Chambre, parce que c'est ici, et seulement ici, qu'on peut constater la véritable majorité, la majorité constitutionnelle.

Mais telle n'est pas la proposition sur laquelle nous sommes appelés à délibérer.

Celle de M. van Lijnden van Hoevelaken ne me paraît porter que sur un mal imaginaire, et en supposant même le mal réel, je pense que le remède proposé ne tendrait qu'à l'aggraver. Je crois d'ailleurs avoir démontré que sa proposition est contraire à la Loi fondamentale, en ce qu'elle tend à créer au sein de l'Assemblée un pouvoir que cette loi n'a point établi.

Je voterai en conséquence contre la proposition.

M. de Moreau de Bioul (1) pense au contraire, que la proposition pourrait produire du bien et qu'elle n'est pas contraire à la Constitution.

M. Liefmans (2) croit la proposition de M. van Lijnden van Hoevelaken inadmissible sous différents rapports. Sous celui de la constitutionnalité, il observe que la Loi fondamentale n'a pas établi de relations entre le Gouvernement et la Section Centrale; il convient cependant, selon lui, de maintenir ces relations, qui peuvent être très-utiles, mais qu'aucune disposition législative n'exige. La proposition de M. van Lijnden van Hoevelaken tend d'ailleurs à multiplier les opérations déjà assez étendues des Sections. Enfin, il pense qu'il ne convient pas de faire au Règlement d'ordre des amendements partiels, mais de procéder à sa révision totale.

M. Dotrengé (3) La Chambre ne délibère en Assemblée Générale sur aucune proposition du Roi qu'après que cette proposition a été examinée dans les Sections. Tel est le vœu de l'art. 107 de la Loi fondamentale.

L'art. 109 veut, qu'avant la délibération de la Chambre, il lui soit fait un rapport général au nom de ses Sections.

Pour faciliter ce travail, votre Règlement a organisé, par son article 5, la Section appelée Centrale. L'institution de celle-ci est toute réglementaire. L'existence de vos Sections particulières est seule constitutionnelle.

Les Sections particulières, et la Section Centrale qui n'est et ne peut être que leur interprète auprès de l'Assemblée entière, sont donc établies, non pour délibérer, non pour faire des propositions au Roi, non pour entrer en négociation avec les Ministres ou faire avec eux des compromis ou des transactions dont elles ne pourraient d'ailleurs donner aucune garantie, non pour émettre des vœux sur des propositions à faire, mais pour examiner des propositions toutes faites, pour faire rapport à la Chambre des réflexions que cet examen a fait naître, pour que cet examen lui-même, fait avec l'abandon d'une conversation, pour ainsi dire, privée, procure aux membres de la Chambre les moyens de s'éclairer mutuellement par des communications amicales et franches. On évite ainsi à l'Assemblée Générale de la Chambre beaucoup de discussions inutiles sur les difficultés qu'un premier aperçu pouvait présenter comme sérieuses, mais du peu de fondement desquelles l'examen préalable en Sections a suffi pour convaincre.

Par la nature même du travail préliminaire dont elles sont chargées, les Sections sont sans doute qualifiées à demander qu'on mette sous leurs yeux les documents propres à prouver la nécessité, l'utilité, ou les avantages des mesures législatives qui sont

proposées à l'Assemblée. La Loi fondamentale, qui a chargé vos Sections d'un examen, n'a pas entendu qu'elles s'y livrassent aveuglement et sans guide, dans l'absence des renseignements qui peuvent seuls rendre un examen possible. Mais je ne vois pas qu'elles puissent aller au-delà, sans sortir de leurs attributions et empiéter sur celles qui ne peuvent appartenir qu'à la Chambre elle-même.

L'examen en Sections tire son importance, dit le rapport présenté au Roi avec le projet de la Loi fondamentale, de l'avantage qu'elles offrent de multiplier et de faciliter les rapports entre les membres élus par les diverses provinces, et de faire bien connaître à tous les motifs des propositions et les considérations mêmes les plus délicates, qui peuvent porter à les adopter ou à les écarter.

Je conçois qu'un vœu individuel puisse être émis par une ou par plusieurs personnes rassemblées ou non rassemblées en Sections. Mais l'objet des occupations de nos Sections, comme Sections, est défini et déterminé par la Loi fondamentale. J'ai déjà exposé plus d'une fois que je ne comprenais pas bien quel pouvait être le sens constitutionnel des mots, le vœu des Sections, souvent employés dans les rapports de nos Sections Centrales. Ces rapports, à mon sens, doivent nous rendre compte des aperçus, des réflexions et non des vœux des Sections. Ils doivent nous entretenir des considérations propres à éclairer notre raison et notre conscience sur l'assentiment, que l'intérêt public exige que nous donnions, ou que nous refusions, aux propositions qui nous sont réellement faites. Il y a divagation dans ces rapports, me paraît-il, toutes les fois qu'ils appellent notre attention sur des questions qu'on ne nous adresse point, sur des objets à l'égard desquels nous n'avons rien à résoudre.

J'ai compris moins encore ce qu'on entendait dans les mêmes rapports par le vœu de la majorité des Sections, ou même par le simple résultat du travail de la majorité des Sections. Car nous ne délibérons pas par Sections, et il est évident d'ailleurs que, toutes les Sections supposées même constamment au complet, l'opinion qui aurait eu ou paraîtrait avoir eu pour elle la plupart des membres présents dans quatre, dans cinq et même dans six de nos sept Sections, ce qui formerait bien certainement la majorité des Sections, pourrait cependant n'être que l'opinion de la minorité de l'Assemblée, même dans le cas où de nouvelles lumières, acquises soit par la discussion publique, soit par toute autre voie, ne feraient revenir personne de son premier avis.

Le travail fait en Sections n'est pas par lui-même de nature à exiger plus de secret que le travail même de l'Assemblée. Je ne trouve donc point d'inconvénient, je trouve au contraire de l'utilité à ce que les Ministres, officieusement, si l'on veut, mais extra-officiellement informés de la tendance des opinions qu'on y manifeste, fassent passer des éclaircissements à nos Sections, ou même provoquent des amendements à des propositions primitives.

Non-seulement je ne vois donc pas la nécessité de faire à notre Règlement l'addition qui fait l'objet de la proposition de notre honorable collègue; mais je crois qu'il y a inconstitutionnalité à autoriser d'une manière expresse et générale soit nos Sections particulières, soit notre Section Centrale, à se mettre en rapport et en communication directe avec le Roi.

S'il peut y avoir lieu à de semblables communications, il me paraît qu'il est dans l'ordre constitutionnel, qu'il résulte de la nature même du Gouvernement représentatif, qu'il est enfin de la dignité de l'Assemblée, et conforme aux égards et au respect dus à la Majesté Royale, qu'elles se fassent en suite d'une délibération de l'Assemblée elle-même et en son nom. Le rapport de la Section Centrale peut sans doute en faire naître l'idée à l'Assemblée; ou lui donner occasion d'en sentir le besoin. Mais un article du Règlement ne me paraît pas du tout nécessaire pour en constater la faculté. Si elle ne nous appartenait pas, nous ne pourrions nous la donner à nous-mêmes. Dans aucun cas, nous ne pouvons pas la déléguer, fût-ce même à notre Section Centrale.

Quand ce procédé ne me paraîtrait pas le seul qui puisse être dans l'ordre de la Constitution, il serait encore à mes yeux le seul qui pût être dans l'ordre des convenances. Car, comme je l'ai dit, les indications qui parviennent à la Section Centrale, peuvent l'exposer à prendre pour le vœu de la majorité de la Chambre, ce qui lui serait réellement contraire. Or il serait inconvenant envers le Roi; et néanmoins il serait possible que la Chambre dût improuver la démarche que la Section Centrale aurait aventurée sans son aveu, au lieu qu'il n'y a plus d'inconvenance ni de démenti possible, quand la démarche émane de la Chambre elle-même.

Par ces motifs, je crois que l'addition, qu'on propose de faire au Règlement, doit être rejetée pour elle-même et indépendamment de toute autre considération.

J'ajouterai cependant, que la circonstance qui a engagé notre

(1) Van de rede van den heer de Moreau de Bioul is niets meer dan het boven vermelde gevonden. Zie *Antwerpsche Gazette* n°. 23 en l'*Oracle* n°. 52.

(2) Gelijke opmerking geldt hier als voor de rede van den heer de Moreau de Bioul.

(3) De rede van den heer Dotrengé komt in haar geheel alleen voor in *Journal Général des Pays-Bas* n°. 511.



XIX. *Voorstel tot wijziging van het Reglement van orde.* (Beraadslaging over het voorstel.)

honorables collègues à nous faire la proposition qui nous occupe, ne me paraît pas avoir dû donner ouverture ni à cette proposition, telle qu'elle nous est faite, ni à aucune modification qui pût la coordonner davantage à notre système constitutionnel.

Dans les trois ou quatre derniers jours de l'année, qui vient de s'écouler, votre Section Centrale avait à vous faire rapport sur le budget provisoire proposé pour l'année courante.

Il était impossible qu'il pût être admis par la Seconde et par la Première Chambre, et ensuite soumis encore à la sanction du Roi, assez à temps pour, qu'envoyé dans les provinces, il pût devenir également obligatoire dans toutes, dès le premier jour de l'année dont il devrait régler l'exercice.

L'on s'est souvenu dans une Section que, l'an passé dans une circonstance analogue, l'on avait prévenu la cessation ou la fraude de l'impôt, en statuant que l'insertion au *Bulletin des Lois*, ou dans la *Feuille Officielle*, tiendrait lieu de la publication dans les formes accoutumées des dispositions qu'il importait de rendre en même-temps exécutoires partout.

La Section Centrale pouvait sans grand inconvénient différer son rapport d'un jour. L'Assemblée aussi aurait pu ajourner la discussion au lendemain. Le Gouvernement, informé pendant ce délai de la réflexion faite dans une Section, pouvait, s'il le trouvait convenable, proposer cette addition au projet du budget.

Cette addition nous a en effet été proposée. Mais je ne vois rien qui démontre, ni qui doive absolument faire supposer, qu'elle ait été la suite d'aucune proposition expresse faite sans mission par notre Section Centrale. J'y vois, comme dans cent autres occasions, l'effet d'une information extra-officielle, dont le ministère a cru sage de tirer parti pendant qu'il en était encore temps, et rien de plus. Le ministère aurait pu en faire autant, non pas seulement d'après ce qu'il a appris avoir été remarqué en Section, mais aussi, ou d'après ce qu'il aurait pu remarquer lui-même, ou d'après l'observation d'un tiers quelconque, membre ou non de cette Assemblée.

Il n'est donc pas prouvé, que, dans le cas qui a donné lieu à la proposition dont nous nous occupons, votre Section Centrale soit tombée dans l'excès de pouvoir auquel la proposition a pour but de mettre obstacle pour la suite, mais il me paraît qu'elle aurait pour effet de l'autoriser à y tomber malgré vous, toutes les fois qu'elle le voudrait, au moyen d'une simple précaution de bureau, de l'emploi de laquelle la proposition elle-même la rend juge.

L'observation qui a été faite que l'article réglementaire proposé pourrait non-seulement autoriser, mais obliger la Section Centrale à faire aux Sections particulières des renvois successifs, dont le terme ne pourrait être assigné, me paraît de la plus grande justesse.

J'adhère enfin à l'avis de ceux, qui pensent que notre règlement entier aurait besoin d'une révision totale, et que des changements partiels non coordonnés les uns aux autres, et non délibérés avec le système entier des dispositions réglementaires, auxquelles on les associerait, doivent, quant aux dispositions actuelles, ajouter le vice de l'incohérence à celui de leur insuffisance.

L'incohérence est inséparable de la discussion d'un règlement d'ordre par dispositions détachées. On a nié l'insuffisance du règlement actuel, et l'on a rappelé la délibération de la Session de 1817 tenue à Bruxelles, dans laquelle la proposition et le projet d'un règlement nouveau, approuvé, et pour ainsi dire, fait en Sections, n'ont pas été favorablement accueillis par l'Assemblée Générale de la Chambre. Une propension naturelle porte toujours à la conservation de l'ordre existant, sans prouver cependant qu'on soit persuadé de sa perfection. Je persiste à croire qu'à Bruxelles même l'insuffisance du règlement actuel et la préférence que méritait le nouveau projet ont été démontrés, mais je ne dois pas m'engager dans un examen qui m'éloignerait beaucoup de ce qui fait proprement l'objet de l'ordre du jour. Il me suffit d'avoir prouvé, au moins je le crois, qu'en lui-même, et en tout état de cause, l'article proposé est inadmissible. Je voterai donc contre son adoption.

**M. Gendebien:** (1) De toutes les facultés de l'ame, c'est la volonté qui doit influencer le moins sur la législation. Elle ne doit intervenir que pour sanctionner le travail des facultés intellectuelles; l'intelligence, l'étude, la méditation, l'équité, le raison-

nement, la sagesse forment l'intéressant cortège qui doit élaborer les conceptions législatives avant qu'elles soient présentées à la délibération de la volonté.

La lettre et l'esprit de la loi doivent être pris en mûre considération, soit dans le détail des articles, soit dans l'ensemble et le résultat entier des dispositions.

Les lois sont des transactions publiques qui lient les citoyens aussi efficacement, aussi impérieusement que s'ils y avaient donné leur attache individuelle, le nombre rendant cette participation individuelle impossible; la Constitution qui est proprement le verbe de l'Etat, la parole de la Nation, confie le mandat de la délibération des lois aux trois branches du pouvoir législatif.

C'est une maxime reconnue généralement, que le mandataire doit apporter à l'affaire du mandant autant de soins qu'à son affaire propre, d'où je tire la conséquence que chacun de nous doit considérer un projet de loi présenté à la Chambre comme un engagement qu'on lui propose de contracter.

Oui, Nobles et Puissants Seigneurs, notre assentiment donné à un projet de loi est un contrat, consenti pour nous et pour le peuple entier qui est notre mandant, sous la condition qu'il soit consenti également, et dans les formes constitutionnelles, par les deux autres branches solidairement dépositaires du même mandat.

Trois éléments doivent concourir dans la formation d'un contrat. Une connaissance exacte et complète de son objet; la persuasion qu'il convient, qu'il est utile d'en prendre l'engagement; l'acquiescement de la volonté.

Il est manifeste que ces deux premiers éléments déterminent le mérite de la disposition, et que la Loi fondamentale a dû s'appliquer à leur assurer le plus haut degré de maturité et de sagesse.

C'est la réunion et le concours des lumières qui font apercevoir distinctement l'objet et la matière de la loi; c'est la discussion et les débats qui en font connaître les effets.

Aussi les artt. 107 et 109 de la Loi fondamentale ont ouvert dans les deux Chambres un concours géminé de ces réunions et de ces débats.

L'un et l'autre doivent également conduire au but salubre, que la Loi fondamentale a voulu atteindre.

Dans les Sections, chaque membre recueille les lumières et les observations de ses collègues de la même Section. C'est un premier foyer d'instructions et de méditations.

Dans la Chambre, la discussion étant générale, chacun recueille les lumières et les réflexions de tous, comme chacun y porte le fruit de son étude et de la délibération de sa Section.

Ces considérations me conduisent à voter contre la proposition de notre honorable collègue. L'art. 91 de notre Loi fondamentale a pourvu convenablement au but de sa motion: *Les chefs des départements d'administration générale ont séance dans les deux Chambres. Leur voix n'est délibérative que lorsqu'ils sont membres de la Chambre dans laquelle ils siègent.*

Le dessein de cette disposition n'est pas douteux. Ces chefs apportent à la Chambre les pensées Royales; ils reportent au Roi les pensées de la Chambre; et cette double communication, si clairement prévue et organisée par la loi de l'Etat, produira efficacement, et constitutionnellement surtout, ce commun accord du Roi et des Etats-Généraux qui doit être la pierre angulaire de notre législation.

Rentrans dans l'esprit de la Loi fondamentale, dont nous sommes sortis malheureusement dès la première session. Combien sont amers les fruits de ce funeste écart, combien de mauvaises lois nous ont été arrachées par la précipitation que réprouvent également la saine raison et la Loi fondamentale!

Je reconnais sans hésitation que les formules, consignées dans la Loi fondamentale, indiquent que la délibération finale et solennelle doit porter sur le projet entier de la loi; mais l'art. 91, que j'ai transcrit ci-dessus, établit la preuve que cette délibération doit être précédée d'une discussion lente, soutenue, continuée pendant autant de séances que l'importance ou l'étendue de la loi en réclament; que chaque membre peut, doit même énoncer ce qu'il sait, ce qu'il pense, ce qu'il juge, ce qu'il admet ou ce qu'il repousse, dans le corps du projet, comme dans chacun de ses articles; que les chefs des départements d'administration générale doivent avoir la même latitude, et qu'il est désirable qu'ils en fassent usage habituellement. Tandis que la discussion est ouverte, ce sont les lumières que l'on doit chercher; c'est la raison et le jugement qu'il faut cultiver; tous ceux que la Loi fondamentale appellent à siéger dans la Chambre doivent contribuer, autant qu'ils peuvent, à obtenir cet important résultat, sans préjudice à la délibération de clôture de la discussion et d'ajournement de la délibération réservée aux

(1) Zie *Journal Général des Pays-Bas* n°. 511; *Journal de la Belgique* n°. 55; *Journal constitutionnel, commercial et littéraire de la province d'Anvers* n°. 56; *Journal philosophique politique, commercial et administratif de la province de la Flandre Occidentale* n°. 189.

membres de la Chambre exclusivement; ainsi que cette délibération elle-même.

M. van Alphen fait quelques observations, et se réserve de prononcer son vote après la discussion. (1)

M. van Hogendorp, (2) tout en se prononçant pour une révision totale du Règlement d'ordre, pense cependant que l'on pourrait adopter la proposition qu'il considère comme un premier pas vers l'amélioration, et il n'y voit aucune inconstitutionnalité. Il votera pour.

Niemand meer het woord vragende, worden de beraadslagingen gesloten verklaard.

Het voorstel van den heer van Lijnden van Hoevelaken, strekkende tot aanvulling van het Reglement van Orde, daarop in stemming gebragt, wordt met 51 tegen 22 stemmen verworpen. (3)

Tegen hebben gestemd, de heeren: d'Omalius Thierry, van Crombrughe, Liefmans, Gendebien, Kemper, van Bommel, Hennequin, du Bus, Trentesaux, Collard, Goelens, Fabry Longrée, Faber, van Boetzelaer, Huytens Kerremans, van Aefferden, Reyphins, van Heerdt tot Eversberg, van der Kemp, de Leonaerds d'Achel, Geelhand della Faille, van de Male de Nijs, van Hees, Troije, Mesdach, de Langhe, Tack, Cuypers, van Wassenaeer Pancras, Duchastel, van Meeuwen, Dotrengé, van Wickevoort Crommelin, van Suchtelen tot de Haere, van Iddekinge, van Lochteren Stakebrand, van Kessel, Maréchal, Tinant, van den Hove, van der Brugghen van Croy, Dedel, de Serret, de Stockhem, A. G. Verheijen, della Faille d'Huyse, Rosier, Surmont de Volsberghe, Serruys, van de Poll en Dumont.

Vóór hebben gestemd, de heeren: de Jonge, van Heyden Reyne-steyn, de Moreau de Bioul, van Alphen, Metelerkamp, Voet van Winssen van Sevenhoven, van Utenhove, Bijleveld, Pesters van Cattenbroek, Duvelaer van de Spiegel, van Lith de Jeude, Huyssen van Kattendyke, Geradon, de Melotte d'Envoz, van Lijnden van Hoevelaken, Fontein Verschuur, de Hemricourt de Ramioul, van Spaen van Biljoen, Jarges, van Hogendorp, Clifford en de Voorzitter.

Aan deze stemming hebben geen deel genomen de heeren: van Randwijck van Rossem, d'Escury van Heinenoord en van Heeckeren tot Kell.

(1) De rede van den heer van Alphen wordt nergens medegedeeld; de Antwerpsche Gazette in n°. 23, en l'Oracle n°. 52, melden het bovenstaande.

(2) De geheele rede van den heer van Hogendorp komt nergens voor. Het bovenstaande is opgegeven uit de Antwerpsche Gazette n°. 27 en l'Oracle n°. 52.

Onder de Bijlagen n°. XIX worden op bl. 451 eenige bijzonderheden medegedeeld van het verhandelde in de Afdeelingen over dit onderwerp, naar aanleiding van hetgeen de heer van Hogendorp daaromtrent opgaaf in het Vde deel zijner Bijdragen tot de huishouding van Staat. De volgende opmerkingen van denzelfde, voorkomende op bl. 91—92 van hetzelfde werk, Vde deel, kunnen wellicht ook door hem bij de openbare beraadslagingen zijn voorgedragen.

„Ik geloof niet, dat de Kamer ooit het oogmerk van hare instelling met dit Reglement bereiken zal. De zaken worden noch in de Afdeelingen genoegzaam voorbereid, noch in de openbare deliberatiën waardiglijk behandeld. Elke zaak van belang, dunkt mij, diende eerst door eene Commissie onderzocht, en het rapport van deze Commissie in de Afdeelingen gebragt te worden. Dit zelfde rapport behoorde, met de aanmerkingen der Afdeelingen, in de volle vergadering te komen, om daarop te delibereren. Eenige dagen na de openbare deliberatie moest men dan overgaan tot het stemmen voor of tegen. De Regering zou dan tweemaal, op eene bedaarde wijze, in gemeen overleg met de Kamer komen; de eerste reize met de Commissie, waarmede zij de verbeteringen zoude overleggen, en de tweede reize in de openbare deliberatie, na welke er nog tijd zoude zijn om het ontwerp te veranderen, of zelfs in te trekken. Daarom zouden wij geheel niet vervallen in de langwijligheid der eindeloze Fransche deliberatiën, die ik hartelijk afkeur, als een ander uiterste. Ik zoude al lang een voorstel op dit stuk gedaan hebben, indien ik eenige kans gezien had tot een goede uitkomst. Maar uit al wat ik daaromtrent te voren aangeteekend en nu wederom aangevoerd heb, zal men ligtelijk inzien, dat het verlorene moeite zijn zoude.”

(3) De uitslag der stemming is opgeteekend op de presentie-lijst der leden behoorende bij de zitting van dezen dag, van waar die is overgenomen.

De heer Surmont de Volsberghe, lid der Commissie voor de Verzoekschriften, brengt het volgende verslag uit: (1)

Votre Commission des pétitions m'a chargé de présenter à Vos Nobles Puissances son rapport sur la pétition qu'ont eu l'honneur de vous adresser les *dijkgraaf, schout, hooge en lage heemraden*, composant le Collège d'Administration des digues et polders d'Asperen, district Gorinchem, province de la Hollande Méridionale.

Les pétitionnaires ont l'honneur d'exposer: qu'il leur a semblé, que le projet de loi concernant les nouvelles délimitations entre les provinces de Hollande, Gueldre et Utrecht, envoyé le 3 Novembre 1819 au nom de S. M. à la délibération de la Chambre (projet dans lequel le *polder* que les pétitionnaires représentent, ainsi que les polders de Heukelom et de Spijk qui y aboutissent, sont compris) sera préjudiciable sous tous rapports et entraînera des suites fâcheuses, tant pour ces polders que pour les communes prénommées; et que le but qu'on se propose d'obtenir par les changements projetés, savoir: une simplification et une amélioration dans l'intérêt du Waterstaat, ne sera atteint en aucune manière.

A l'appui de ce qu'ils avancent, les pétitionnaires prennent la liberté de vous soumettre les observations suivantes:

que l'adoption des nouvelles délimitations divisera les communes et les polders d'Asperen, Heukelom et Spijk en deux parties, dont chaque ressortira d'une administration provinciale différente et de tribunaux différents, puisque la partie de ces communes et polders au Sud de la digue ressortira de la province de Gueldre et du tribunal de Tiel, éloigné de plus de quatre lieues d'Asperen, et n'y communiquant que par un chemin difficile et impraticable en hiver, tandis que la partie au Nord de la digue continuera de ressortir de la province de Hollande et du tribunal de Gorinchem, éloigné de deux lieues seulement, distance qui semble encore raccourcie par un chemin bien sablé et praticable en toute saison;

que les pétitionnaires ont lieu de croire: que si l'administration de leurs intérêts ne leur est pas entièrement ôtée, elle sera au moins considérablement restreinte; que cette restriction serait contraire à la volonté expresse de S. M., énoncée dans la loi du 7 Janvier 1817, portant à l'art 1: «que dans les Provinces Septentrionales tous les collèges de digues et polders existants continueront d'exercer telle autorité qui leur a été attribuée par leurs institutions;»

que, lors même que ces craintes ne seraient pas réalisées en entier, les pétitionnaires se persuadent que les terres, situées au Sud du *Lingedijk*, seraient assujetties, outre les charges ordinaires de l'entretien des digues et polders et outre les contributions générales, à des charges et des contributions tout-à-fait étrangères aux intérêts de leurs propriétaires;

que, par suite de la division de ces communes et de leur ressort sous deux administrations différentes, il doit s'en suivre pour elles des inconvénients majeurs, surtout dans l'administration intérieure; parce que sous plusieurs rapports leurs intérêts sont autres que ceux des localités auxquelles elles seront jointes. Les terres de ces communes, situées soit au Nord soit au Sud de la digue, ont entre elles une telle connexion d'intérêts, qu'ils se confondent pour ainsi dire dans un seul, et qu'il devient impossible de les placer sous deux administrations différentes; entretien des digues, décharge d'eau, moulins, écluses, tout leur est commun. Il en est de même des charges pécuniaires sous lesquelles gémissent les propriétaires de ces polders; charges contractées dans des moments calamiteux, afin de réparer les dommages, occasionnés par les inondations et les débâcles.

Dans l'état actuel des choses, et depuis la faculté qui a été accordée pour la décharge des eaux vers *Steenenhoek*, il serait possible que, lors d'une crue subite des eaux supérieures ou d'une débâcle, les communes d'Asperen, Heukelom et Spijk fussent exposées aux plus grands dangers, parce qu'elles sont les plus basses, et que les endroits les plus exposés à rompre du *Lingedijk* en pareille occasion, se trouvent situés près d'Asperen au Sud de la digue précitée. Aussi a-t-on confié aux soins des pétitionnaires la garde des divers points dont dépend la conservation de ces communes; cette garde exige des soins actifs, une attention continue et un approvisionnement complet de tout ce qui peut être utile en cas de rupture de la digue.

(1) Dit verslag werd in de Fransche taal uitgebragt, en is overgenomen van het oorspronkelijk in het archief der Tweede Kamer aanwezig stuk. Uittreksels komen voor in de *Nederlandsche Staats-Courant* n°. 49 en *Journal Général des Pays-Bas* n°. 513, 514.



Or, disent les pétitionnaires, ces soins ne pourront plus être apportés, si la division proposée vient à être effectuée, parce qu'alors les ordres devant être donnés et les approvisionnements être fournis par des autorités différentes, il pourra en résulter des retards, qui compromettront à la fois la sûreté et l'existence de ces communes.

Les pétitionnaires estiment néanmoins: que tous ces obstacles pourraient être levés sans nuire, ni à un tiers ni même aux communes, si on consentit à laisser exister les limites entre les provinces de Hollande et de Gueldre, pour autant qu'elles bornent cette commune et ces poldres telles qu'elles existent et qu'elles ont existé de tous temps; c'est-à-dire: depuis l'écluse dans la Linge près d'Asperen, en suivant le vieux Lingedijk, tirant vers l'orient jusqu'à Laar; de là par le *Herwijnsche meer* et en suivant ensuite l'ancienne délimitation.

En terminant, les pétitionnaires supplient Vos Nobles Puissances, dans les termes les plus respectueux, de vouloir prendre leur demande en considération.

Votre Commission pense, que la présente pétition pourra être d'une grande utilité à ceux d'entre vous, Nobles et Puissants Seigneurs, qui, connaissant plus particulièrement les localités, voudront approfondir et examiner les motifs allégués par les pétitionnaires, afin d'éclairer l'Assemblée lors des discussions, qui auront lieu au sujet des projets de délimitations, qui vous ont été adressés.

C'est pourquoi elle a l'honneur de proposer à Vos Nobles Puissances de la déposer au greffe, à l'inspection des membres de cette Assemblée, qui voudront en prendre communication.

De Vergadering vereenigt zich met de bij dit verslag voorgestelde conclusie.

De zitting wordt daarmede gesloten.